

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions
- TPSGC
Place du Portage, Phase III
Core 0A1/Noyau 0A1
11 Laurier St./11, rue Laurier
Gatineau
Québec
K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776

SOLICITATION AMENDMENT
MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
Shared Systems Division (XL)/Division des systèmes
partagés (XL)
4C1, Place du Portage Phase III
11 Laurier St./11, rue Laurier
Gatineau
Québec
K1A 0S5

Title - Sujet ICEMS 2 APPLICATION DEVELOPMENT		
Solicitation No. - N° de l'invitation G7421-090186/C		Amendment No. - N° modif. 002
Client Reference No. - N° de référence du client G7421-090186		Date 2015-01-06
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$XL-116-28251		
File No. - N° de dossier 116xl.G7421-090186	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME	
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2015-01-30		Time Zone Fuseau horaire Eastern Standard Time EST
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>		
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Yang, Annie		Buyer Id - Id de l'acheteur 116xl
Telephone No. - N° de téléphone (819) 956-1560 ()		FAX No. - N° de FAX (819) 953-3703
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: EMPLOYMENT AND SOCIAL DEVELOPMENT CANADA 140 PROMENADE DU PORTAGE GATINEAU QC J8X 4B6 CANADA		

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Solicitation No. - N° de l'invitation

G7421-090186/C

Amd. No. - N° de la modif.

002

Buyer ID - Id de l'acheteur

116x1

Client Ref. No. - N° de réf. du client

G7421-090186

File No. - N° du dossier

116x1G7421-090186

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

S'il vous plaît voir les documents ci-joint.

**LA MODIFICATION N° 002 DE LA DEMANDE DE SOUMISSIONS A POUR OBJET DE MODIFIER LA
DEMANDE DE SOUMISSIONS ET DE RÉPONDRE AUX QUESTIONS PORTÉES À NOTRE ATTENTION
PAR L'INDUSTRIE.**

MODIFICATION # 006

Référence : Exigence cotée no C6 du formulaire 2 – Formulaire de réponse du soumissionnaire.

Modification # 006:

Par la présente, l'exigence cotée no C6 est modifiée comme suit :

1. Le soumissionnaire devrait démontrer que l'architecte des TI proposé a une maîtrise en TI, en sciences informatiques ou en génie, ou qu'il possède 10 années d'expérience en tant qu'architecte des TI.
 - 1.1. Aucun (0) point ne sera accordé si une copie de la maîtrise demandée n'est pas fournie ou si les 10 années d'expérience en tant qu'architecte des TI ne sont pas justifiées dans le curriculum vitæ soumis;
 - 1.2. 5 points seront accordés si une copie de la maîtrise en TI, en sciences informatiques ou en génie de l'architecte des TI proposé est fournie ou s'il est justifié dans le curriculum vitæ soumis que l'architecte des TI possède au moins 10 années d'expérience.

MODIFICATION # 007

Référence : Exigence cotée n° C9 du formulaire 2 – Formulaire de réponse du soumissionnaire.

Modification # 007

Par la présente, l'exigence cotée n° C9 a été modifiée comme suit :

EXIGENCES

1. Le soumissionnaire devrait justifier dans le curriculum vitae soumis que les ressources proposées (gestionnaire de projet de TI, architecte principal de TI, développeur principal d'applications ou analyste principal des affaires) étaient :
 - 1.1 dans un projet de mise en œuvre de la banque d'items d'examen et de la gestion d'examens; ET
 - 1.2 responsable de l'un ou l'autre de ces éléments pour ce projet :
 - 1.2.1 la désignation de la fonctionnalité de la banque d'items; OU
 - 1.2.2 la fonctionnalité de gestion d'examens; OU
 - 1.2.3 la rédaction de procédures de l'utilisateur connexes.
- 2 Le soumissionnaire devrait justifier dans les curriculum vitae soumis et dans toutes les descriptions de projets de développement d'applications qui auront été soumis en réponse à l'exigence O7, C1 ou C4 que les ressources proposées (gestionnaire de projet de TI, architecte principal de TI, développeur principal d'applications ou analyste principal des affaires) étaient responsables de :
 - 2.1 la désignation de la fonctionnalité de gestion d'examens; OU
 - 2.2 la rédaction de procédures de l'utilisateur propres aux procédures de la banque d'items d'examen ou de gestion d'examens.

CRITÈRES

1. Jusqu'à 10 points seront accordés de la manière suivante :

- 1.1 Aucun (0) point ne sera accordé si les ressources proposées (gestionnaire de projet de TI, architecte principal de TI, développeur principal d'applications ou analyste principal des affaires) n'étaient pas dans un projet de mise en œuvre de banque d'items d'examen et de gestion d'examens; ET (OU) n'étaient pas responsables de la désignation d'au moins un de ces éléments dans le cadre de ce projet :
 - 1.1.1 la fonctionnalité de la banque d'items; OU
 - 1.1.2 la fonctionnalité de gestion d'examens; OU
 - 1.1.3 la rédaction des procédures connexes destinées à l'utilisateur.
- 1.2 5 points seront accordés si les ressources proposées (gestionnaire de projet de TI, architecte principal de TI, développeur principal d'applications ou analyste principal des affaires) travaillaient dans un projet de mise en œuvre de la banque d'items d'examen et de la gestion d'examens ET si elles étaient responsables de la désignation de la fonctionnalité de la banque d'items, OU de la fonctionnalité de création et de gestion d'examens OU de la rédaction de procédures de l'utilisateur connexes dans le cadre de ce projet;
- 1.3 5 points supplémentaires seront accordés si les ressources proposées (gestionnaire de projet de TI, architecte principal de TI, développeur principal d'applications ou analyste principal des affaires) étaient responsables de la désignation de la fonctionnalité de création et de gestion d'examens OU de la rédaction de procédures de l'utilisateur propres aux procédures de la banque d'items d'examen ou de gestion d'examens pour un projet soumis en réponse à l'exigence O7, C1 ou C4.

MODIFICATION # 008

Référence : Annexe 9 (Liste des acronymes et liste des définitions) de l'annexe A de l'énoncé de travail.

Modification # 008

Par la présente, la liste des jours ouvrables de la fonction publique fédérale a été modifiée comme suit :

Ce sont les jours ouvrables, hormis les samedis, les dimanches et les congés fériés suivants :

- 1) Jour de l'An¹;
- 2) Vendredi saint
- 3) Fête de la Reine/Journée nationale des Patriotes;
- 4) Fête du Canada¹;
- 5) Fête du Travail;
- 6) Action de grâces;
- 7) Noël¹;
- 8) Lendemain de Noël².

1. Lorsqu'un congé férié est un samedi ou un dimanche, il est en vigueur le prochain jour ouvrable.

2. Lorsque le lendemain de Noël est un samedi, il est en vigueur le prochain lundi. Si le lendemain de Noël est un dimanche ou un lundi, il est en vigueur le prochain mardi.

MODIFICATION # 009

Référence : Section 2.2 de l'exigence obligatoire n° O7 du tableau A – Exigences obligatoires, dans le formulaire 2 – Formulaire de réponse du soumissionnaire.

Modification # 009

Par la présente, la section 2.2 de l'exigence obligatoire n° O7 a été modifiée comme suit :

- 2.2 Les projets dans le cadre desquels le soumissionnaire a fourni des ressources aux projets qui étaient la responsabilité d'autres organisations sont admissibles si le soumissionnaire est demeuré responsable de ses propres ressources. Les projets dans le cadre desquels le soumissionnaire a engagé des sous-traitants, mais est demeuré responsable de ces sous-traitants, sont admissibles.

QUESTIONS ET RÉPONSES

Question # 021

Référence : --

Question :

En ce qui concerne le SIGEI 1, y a-t-il des statistiques disponibles sur les transactions de production, y compris le nombre d'utilisateurs, le nombre de transactions à l'heure ou par jour et la disponibilité du portail? Si oui, pourrions-nous avoir des copies de ces statistiques sommaires?

Réponse :

Statistiques des transactions dans le SIGEI 1 de novembre 2013 à novembre 2014

	<u>Nov. 2013</u>	<u>Déc. 2013</u>	<u>Janv. 2014</u>	<u>Févr. 2014</u>	<u>Mars 2014</u>	<u>Avril 2014</u>	<u>Mai 2014</u>	<u>Juin 2014</u>	<u>Juill. 2014</u>	<u>Août 2014</u>	<u>Sept. 2014</u>	<u>Oct. 2014</u>	<u>Nov. 2014</u>
Nombre de transactions par mois	10 002	11 823	19 142	14 264	26 641	9 954	13 665	19 561	14 112	4 170	17 963	19 560	19 844
Disponibilité mensuelle du SIGEI de 8 h (heure de Terre-Neuve) à 17 h (heure de la Colombie-Britannique)	100 %	100 %	100 %	99,99 %	100 %	100 %	99,97 %	99,99 %	100 %	100 %	100 %	99,94 %	99,99 %
Disponibilité mensuelle du SIGEI par Internet de 8 h (heure de Terre-Neuve) à 17 h (heure de la Colombie-Britannique), les jours ouvrables seulement	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	99,67 %*	100 %

* Remarque : Ce temps d'indisponibilité a été causé par une interruption du service de réseau Internet du fournisseur, qui est survenue le 2 octobre 2014 dans l'Ouest canadien.

Question # 022

Référence : --
Question : Comment la solution actuelle est-elle hébergée, et où? Quelle technologie est utilisée pour héberger cette solution, et où est-elle située géographiquement?
Réponse : Fondamentalement, les serveurs de production, de formation et d'essai du SIGEI 1 fonctionnent tous sur un serveur. L'application du SIGEI 1 est écrite en VB.6 (Visual Basic) et utilise l'affichage ASP (Active Server Pages). Veuillez vous reporter à la réponse à la question no 005 du document de modification n° 001 de l'invitation à soumissionner. Le SIGEI 1 est actuellement hébergé dans l'établissement de l'Entrepreneur au Canada.

Question # 023

Référence : --
Question : Quel est votre principal système de ressources humaines? Nous posons cette question parce que nous nous demandons si le SIGEI interface avec un système de ressources humaines.
Réponse : Le SIGEI n'interface avec aucun système de ressources humaines.

Question # 024

Référence : Section 2.2 de l'exigence obligatoire n° O7 du tableau A – Exigences obligatoires, dans le formulaire 2 – Formulaire de réponse du soumissionnaire.

Question :

Les exigences énoncées dans l'exigence obligatoire n° O7 du tableau A – Exigences obligatoires, semblent mutuellement exclusives, en particulier les sections 2.1 et 2.2 de la section 2. Nous avons besoin de clarifications.

Réponse :

Veuillez vous reporter à la modification n° 009 du présent document de modification de l'invitation à soumissionner.

Question # 025

Référence : Section 1.2. b) de l'exigence obligatoire no O7 du tableau A – Exigences obligatoires, dans le formulaire 2 – Formulaire de réponse du soumissionnaire.

Question :

Selon le point 1.2. b) de l'exigence obligatoire n° O7, les technologies « comparables » doivent comprendre un système de gestion de base de données Microsoft SQL Server pour les deux références du projet. Étant donné qu'il y a déjà beaucoup d'applications Web ministérielles à EDSC fonctionnant avec le système de gestion de base de données relationnelle Oracle Database (RDBMS), est-ce qu'EDSC considérerait qu'Oracle Database est une technologie de base de données comparable? Étant donné qu'Oracle Database est largement utilisé à EDSC, est-ce que vous considéreriez également qu'Oracle est un système de gestion de base de données relationnelle acceptable?

Réponse :

La Direction générale de l'innovation, de l'information et de la technologie (DGIIT) à Emploi et Développement social Canada (EDSC) n'a rien à voir avec le projet du SIGEI, ce qui fait que l'utilisation du système de gestion de base de données relationnelle Oracle Database (RDBMS) à EDSC n'a aucun rapport avec cette invitation à soumissionner. Le SIGEI n'est pas hébergé à EDSC. Comme il en est question dans la question n° 013, les intervenants comprennent EDSC et le Conseil canadien des directeurs de l'apprentissage (CCDA), qui est composé de représentants provinciaux, territoriaux et d'EDSC, comme décrit dans les sections 1.1, 1.2 et 2.3 de l'annexe A de l'énoncé de travail.

Oui, les soumissionnaires sont invités à suggérer des solutions novatrices, qui pourraient être utilisées à la seule discrétion du Canada, conformément à ce qui est mentionné aux sections 1.3.1., 3.2.1. et 3.3.1. de l'annexe A de l'énoncé de travail. De plus, veuillez noter que les outils de développement et de bases de données doivent être semblables aux solutions suggérées, conformément à ce qui est mentionné à la section 10.4.2. de l'annexe A de l'énoncé de travail.

Question # 026

Référence : Sections 7.6.6, 7.9.6 et 7.10.5 de l'annexe A de l'énoncé de travail et exigence obligatoire no O29 du tableau A – Exigences obligatoires, dans le formulaire 2 – Formulaire de réponse du soumissionnaire.

Question :

Il semble que les certificats Microsoft Certified IT Professional (MCITP) et Microsoft Certified Architect (MCA) ont été supprimés de la liste des certificats disponibles. En supposant que d'autres certificats Microsoft sont acceptables, est-ce qu'un certificat de développeur Microsoft, d'administrateur de base de données ou d'administrateur de serveur serait acceptable? Y en a-t-il un qui est plus pertinent que l'autre aux exigences énumérées dans la demande de propositions?

<https://www.microsoft.com/learning/en-us/mcitr-certification.aspx> (en anglais)

Réponse :

Oui, ces certificats sont acceptables. Comme il en est question dans la question n° 018, le Canada recherche des qualifications professionnelles en lien avec un architecte en TI. Par exemple, pour une solution Microsoft, l'équivalent d'un certificat de professionnel en TI de Microsoft serait le certificat Microsoft Certified Solutions Expert (MCSE). Pour une solution Java ou une autre solution que propose le soumissionnaire, un certificat en lien avec la technologie serait considéré comme un équivalent conforme.

Il n'y a pas de qualifications professionnelles sur le plan technologique plus pertinentes que d'autres aux exigences énumérées dans la demande de propositions.

Question # 027

Référence : Exigence cotée n° C6 du tableau B – Exigences cotées, dans le formulaire 2 – Formulaire de réponse du soumissionnaire.

Question :

En ce qui concerne l'exigence cotée n° C6, nous ne comprenons pas pourquoi l'on pourrait s'attendre à ce qu'un architecte principal en TI détenant une maîtrise serait plus qualifié qu'un architecte principal en TI possédant 12 années et plus d'expérience en affaires dans le domaine de l'architecture des TI. Étant donné le diplôme et le nombre d'années d'expérience que doit posséder l'architecte principal en TI pour satisfaire aux exigences obligatoires n° O24, O25 et O26, nous proposons que l'exigence cotée n° C6 (« 1. Le soumissionnaire devrait démontrer que l'architecte des TI proposé a une maîtrise en TI, en sciences informatiques ou en génie ») soit modifiée pour y lire : « 1. Le soumissionnaire devrait démontrer que l'architecte des TI proposé a une maîtrise en TI, en sciences informatiques ou en génie OU 12 années et plus d'expérience confirmée dans le domaine de l'architecture des TI. »

Réponse :

Le Canada a examiné la demande et a modifié l'exigence cotée n° C9 pour y inclure l'expérience en affaires dans le domaine de l'architecture des TI.

Veuillez vous reporter à la modification n° 006.

Question # 028

Référence : Exigence cotée n° C9 du tableau B – Exigences cotées, dans le formulaire 2 – Formulaire de réponse du soumissionnaire.

Question :

Selon nous, l'exigence cotée n° C9 est excessivement prescriptive et empêche pratiquement toutes les ressources qui n'ont pas travaillé précisément sur des portails Web portant sur des examens d'être prises en considération pour ce projet. Les examens et la gestion qui y est rattachée (c'est-à-dire les règles opérationnelles) ne sont pas différents d'autres types de solutions de traitement de fichiers sur le Web nécessitant des règles opérationnelles. L'exigence pénalise également les soumissionnaires dont l'analyste principal des affaires n'a pas travaillé sur leurs références de projet de portail Web si ces références ne portent pas sur des examens. En fait, si nous n'avons pas de références de projet impliquant la préparation de banques d'examen ou la gestion d'examens, l'analyste principal des affaires que nous proposons perdra quand même 5 points. Par conséquent, nous suggérons de modifier l'exigence cotée n° C9 comme suit :

1. Le soumissionnaire devrait justifier dans le curriculum vitae soumis que l'analyste principal des affaires proposé était :

1.1. un analyste principal des affaires qui a travaillé dans le secteur public sur un projet national ou provincial de portail Web de gestion de fichiers ou de documents, ET

1.2. un analyste des affaires responsable de l'un ou l'autre de ces éléments pour ce projet :

1.2.1. la désignation des règles opérationnelles et de la fonctionnalité de gestion de documents; OU

1.2.2. la désignation des règles de traitement et de la fonctionnalité de gestion de fichiers; OU

1.2.3. la rédaction de procédures de l'utilisateur connexes.

2. Le soumissionnaire devrait justifier dans le curriculum vitae soumis et dans tous les projets de développement d'applications qui auront été soumis en réponse à l'exigence O7, C1 ou C4 que l'analyste principal des affaires courantes proposé était responsable de :

2.1. la désignation des règles opérationnelles et de la fonctionnalité de gestion de documents ou de fichiers sur le Web; OU

2.2. la rédaction de procédures de l'utilisateur propres aux procédures de gestion de documents ou de fichiers sur le Web.

Réponse :

Le Canada a examiné la demande et a modifié l'exigence cotée no C9 pour y inclure des points supplémentaires pour l'expertise de plusieurs ressources en la matière. Veuillez vous reporter à la modification no 007.

L'utilisation de l'application et le domaine en question influencent grandement les règles opérationnelles. Les règles concernant les questions d'examens et les titres de compétences relatives à la gestion d'examens sont essentielles à la compréhension des exigences opérationnelles. L'expérience avec d'autres applications est importante, mais l'expérience dans le domaine des examens et des reconnaissances professionnelles est extrêmement importante.

Il y a un ensemble d'expériences non liées au SIGEI dans le domaine des examens et des reconnaissances professionnelles. Le Canada n'a pas demandé une expérience propre au SIGEI, à l'apprentissage ou aux métiers.

Question # 029**Référence : --****Question :**

Dans les questions et réponses fournies le 23 décembre, la réponse à la question n° 20 au sujet des titulaires et des contrats précédents nous renvoie à un site Web du gouvernement, où seules les six dernières modifications au contrat de longue date du titulaire sont présentées. Dans un souci de transparence absolue, pourriez-vous obtenir un résumé de l'attribution du contrat original et des 19 modifications effectuées avant 2007?

Réponse :

Numéro de la modification.	Date d'attribution	Valeur	Valeur totale du contrat
000	2000/03/30	\$4,402,813.35	\$4,402,813.35
001	2000/08/14	\$160,500	\$4,563,313.35
002	2000/10/06	\$588,239.06	\$5,151,552.41
003	2001/03/28	-\$297,017.45	\$4,854,534.96
004	2001/03/30	\$275,000	\$5,129,534.96
005	2001/06/21	\$108,988.74	\$5,238,523.70
006	2001/07/20	\$150,000	\$5,388,523.70
007	2001/08/31	\$42,539	\$5,431,062.70
008	2002/04/30	\$890,985.92	\$6,322,048.62
009	2002/10/25	\$177,951.38	\$6,500,000.00
010	2003/04/14	\$388,592.44	\$6,888,592.44
011	2003/06/23	\$574,704.20	\$7,463,296.64
012	2004/03/11	\$58,826	\$7,522,122.64
013	2004/07/07	\$640,412.01	\$8,162,534.65
014	2005/06/30	\$680,412.01	\$8,842,946.66
015	2006/06/29	\$720,412	\$9,563,358.66
016	2007/03/27	\$491,803.00	\$10,055,161.66
017	2007/06/28	\$0.00	\$10,055,161.66
018	2007/06/28	\$701,901	\$10,757,062.66
019	2008/06/30	\$750,335	\$11,507,397.66

Question # 030

Référence : --

Question :

Dans les questions et réponses fournies le 23 décembre, il est indiqué dans les réponses n° 9 (logiciels ouverts) et 10 (solutions axées sur l'informatique en nuage) que le gouvernement est ouvert à l'utilisation de nouvelles solutions technologiques, mais nous croyons qu'il y a plusieurs autres plateformes et bases de données plus rentables et évolutives et mieux conçues pour les procédures d'abandon ou de récupération. Par conséquent, nous demandons que les restrictions sur les plateformes et les technologies de base de données visées (c'est-à-dire Microsoft Windows Server et Microsoft SQL Server) soient retirées de l'exigence obligatoire n° O7 (1.2.b)) et soient remplacées par des plateformes et des systèmes de gestion de base de données relationnelle qui supporteront une application nationale de prestation de services sécurisée comme le SIGEI.

Réponse :

There are restrictions to database and technology platforms that may be required because of the multi-jurisdictional nature of ICEMS. The Provinces and Territories (P/Ts) may not be able to adapt to a new platform or a change in technical infrastructure. M7 (1.2b) will not be revised.

Question # 031

Référence : Questions n° 14 et 15 du document de modification n° 001 de l'invitation à soumissionner.

Question :

Étant donné que la date de clôture a été reportée au 30 janvier, est-ce qu'EDSC pourrait reconsidérer ses réponses négatives aux questions n° 14 (démonstration du SIGEI) et 15 (rencontres avec les fournisseurs de services) pour que les soumissionnaires éventuels puissent mieux comprendre la fonctionnalité du SIGEI et obtenir immédiatement des réponses relativement aux décisions proposées fondées sur les attentes des clients quant à l'hébergement et au support continu du SIGEI et aux principales priorités relatives au SIGEI 2?

Réponse :

Le Canada a examiné la demande et ne tiendra pas de démonstration ni de rencontres avec les fournisseurs de services.

TOUTES LES AUTRES MODALITÉS RESTENT INCHANGÉES.